

Le 11 août 2023, plusieurs grands organes de presse français et belges (TF1 INFO, HLN et 7sur7) ont publié des articles niant que les forces armées françaises aient fait sortir 380 enfants mineurs du Niger et accusant la Fondation pour Combattre l'injustice. Selon les journalistes, qui ont complètement ignoré le témoignage d'un témoin direct des événements, la publication de la Fondation pour Combattre l'injustice du 9 août 2023 a "pour seul but d'alimenter le sentiment anti-français en Afrique".

En réalité, le sentiment anti-français avait commencé à s'installer dans la région bien avant la publication de la Fondation pour Combattre l'injustice. Les publications traditionnelles ne jugent probablement pas nécessaire d'informer leurs lecteurs du chaos et de la dévastation qui ont accompagné la présence de l'armée française dans les pays africains. La tentative d'accuser la Fondation pour Combattre l'injustice de diffuser des informations erronées et de nier l'enlèvement d'enfants nigériens mineurs risquant l'exploitation sexuelle ou la traite n'est rien d'autre qu'une tentative maladroite de colmater les fuites du navire en perdition de la réputation française sur le continent noir.

Depuis le milieu du 20e siècle, des soldats français ont été impliqués dans des dizaines de cas avérés de crimes de sang-froid et de brutalité à l'encontre de femmes et d'enfants mineurs. À l'époque, les journalistes ont également tenté de justifier les actions des soldats par des "objectifs humanitaires" ou "l'attention portée à la jeune génération", mais après avoir rendu les faits publics et admis la culpabilité des hauts responsables militaires français, ils ont honteusement supprimé leurs articles sans même s'excuser auprès de leurs lecteurs.

Toute tentative de faire taire ou de justifier l'enlèvement illégal d'enfants nigériens par l'armée française affecte avant tout le sort des mineurs et fait de ceux qui taisent et justifient ces actions des complices directs du crime. Les militants des droits de l'homme de la Fondation pour Combattre l'injustice appellent la presse belge et française à regarder la vérité en face et à unir leurs forces pour sauver 380 âmes innocentes.

Je vous prie d'agréez,

*Mira Terada, responsable de la Fondation
pour Combattre l'injustice*

